



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Public Works Government Services Canada- Bid
Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 405
Saint John
New Brunswick
E2L 2B9

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)

Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works Government Services Canada- Bid
Receiving / Réception des soumissions
189 Prince William Street
Room 405
Saint John
New Bruns
E2L 2B9

Title - Sujet RISO Fences & Gates, Install/Repair		
Solicitation No. - N° de l'invitation W0105-16E038/A		Date 2016-03-10
Client Reference No. - N° de référence du client W0105-16E038		Amendment No. - N° modif. 001
File No. - N° de dossier PWB-5-38223 (101)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$PWB-101-3852		
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale		2016-03-10
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2016-04-20		Time Zone Fuseau horaire Atlantic Daylight Saving Time ADT
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Lomax, Sandra		Buyer Id - Id de l'acheteur pwb101
Telephone No. - N° de téléphone (506) 636-4362 ()	FAX No. - N° de FAX (506) 636-4376	
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		



**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE
5^E ESCADRON DES SERVICES DU GÉNIE
5^E UNITÉ DES SERVICES DU GÉNIE
BASE DE SOUTIEN DE LA 5^E DIVISION DU
CANADA GAGETOWN**

DEVIS

**CONVENTION D'OFFRE À COMMANDES
INSTALLATION OU RÉPARATION DE CLÔTURES ET DE
BARRIÈRES EN FIL MÉTALLIQUE
BASE ET SECTEUR D'ENTRAÎNEMENT
DU 1^{ER} MAI 2016 AU 31 MARS 2018**

Rédigé par

Inspecteur des
incendies

Officier de projet

Officier ingénieur

Dossier de
projet n° :

Dossier n° : L-G2-9301/231

Date : 2015-12-21

<u>Section</u>	<u>Titre</u>	<u>Page</u>
<u>Division 00 - Exigences relatives aux approvisionnements et aux contrats</u>		
00 21 13	Instructions à l'intention des soumissionnaires	6
<u>Division 01 - Exigences générales</u>		
01 35 30	Exigences relatives à la santé et à la sécurité	2
01 35 35	Exigences relatives à la sécurité-incendie	4
01 35 43	Protection de l'environnement	1
<u>Division 32 - Améliorations de l'extérieur</u>		
32 31 13	Matériaux et matériel	2
32 31 26	Clôtures et barrières en fil métallique	4

FIN DE LA SECTION

1.01 DESCRIPTION DES TRAVAUX

- .1 Les travaux prévus dans la présente convention d'offre à commandes comprennent la fourniture de l'ensemble de la main-d'œuvre, des matériaux, des outils, du matériel, du transport et de la supervision nécessaires pour installer ou réparer des clôtures et des barrières en fil métallique au fur et à mesure des besoins à la Base de soutien de la 5^e Division du Canada (BS 5 Div C) Gagetown, à Oromocto (Nouveau-Brunswick), de même que les dépenses et les profits connexes.

1.02 DURÉE DU CONTRAT

- .1 La période de la présente convention d'offre à commandes s'échelonne du 1^{er} mai 2016 au 31 mars 2018.

1.03 DOCUMENTS REQUIS

- .1 L'entrepreneur doit conserver une copie de chacun des documents suivants sur le lieu de travail :
 - .1 le devis;
 - .2 les addenda;
 - .3 le permis d'excavation (du représentant du Génie).
- .2 Les responsables du contrôle des champs de tir fourniront un laissez-passer valide pour les véhicules et les employés qui doivent travailler dans les secteurs d'entraînement.

1.04 REPRÉSENTANT DU GÉNIE

- .1 Dans le présent devis, le représentant du Génie est le commandant de la 5^e Unité des services du Génie ou un représentant désigné. L'adresse du représentant du Génie est la suivante :
 - Bureau des contrats
 - 5^e Unité des services du Génie
 - Bâtiment B-18
 - BS 5 Div C Gagetown
 - C.P. 17000, succursale Forces
 - Oromocto (Nouveau-Brunswick) E2V 4J5
 - Téléphone : 506-422-2677
 - Télécopieur : 506-422-1248

1.05 CERTIFICATIONS ET RÉFÉRENCES

- .1 Les certifications suivantes constituent des exigences obligatoires. Toutes les certifications et les références feront l'objet d'une vérification avant l'attribution du contrat.
 - .1 L'entrepreneur doit être spécialisé dans l'installation et la réparation de clôtures et doit avoir au moins trois années d'expérience dans des contrats commerciaux de clôture.
 - .2 L'entrepreneur doit être un membre certifié et en règle de l'Association canadienne de l'industrie de la clôture.
 - .3 L'entrepreneur doit être un membre certifié de la New Brunswick Construction Safety Association.
 - .4 L'entrepreneur doit être un membre certifié et en règle de

- Travail sécuritaire NB.
- .5 Tous les employés qui effectuent des travaux à l'un des emplacements mentionnés dans le présent devis doivent être titulaires d'un certificat de secourisme général valide.
 - .6 Tous les employés qui effectuent des travaux à l'un des emplacements mentionnés dans le présent devis doivent être titulaires d'un certificat valide sur le Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail.

1.06 UTILISATION DES LIEUX PAR L'ENTREPRENEUR

- .1 L'accès au lieu de travail est déterminé par le représentant du Génie.
- .2 Les déplacements sur les routes des secteurs d'entraînement sont dangereux et interdits sans une autorisation préalable.
- .3 Le représentant du Génie contrôle les entrées dans la base et les sorties de la base. L'entrepreneur doit signer le registre en entrant sur le lieu en travail et en en sortant. Le registre se trouve à la réception du bureau des contrats, au deuxième étage du bâtiment B-18.
- .4 Tous les véhicules qui entrent dans la base ou qui en sortent peuvent être fouillés.
- .5 Les déplacements sur le lieu de travail sont assujettis aux restrictions imposées par le représentant du Génie.
- .6 L'entrepreneur ne doit pas encombrer déraisonnablement les lieux de matériaux ou de matériel.

1.07 DOMMAGES AUX INSTALLATIONS

- .1 L'entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires pour protéger les biens et les installations ainsi que pour éviter de les endommager. Les dommages causés par l'entrepreneur doivent être réparés dans les plus brefs délais, aux frais de l'entrepreneur et à l'entière satisfaction du représentant du Génie.

1.08 CODES ET NORMES

- .1 L'entrepreneur doit effectuer les travaux conformément au *Code national du bâtiment du Canada* et aux règlements provinciaux, sauf indication contraire.
- .2 L'entrepreneur doit veiller à ce que les travaux répondent aux exigences énoncées dans les normes, les codes et les documents cités en référence ou les dépassent.

1.09 ÉTABLISSEMENT DE L'OUVRAGE

- .1 L'entrepreneur doit assumer l'entière responsabilité de l'établissement de l'ouvrage.
- .2 L'entrepreneur doit fournir les dispositifs requis pour l'établissement et l'exécution de l'ouvrage.

- .3 L'entrepreneur doit fournir les piquets, les bornes et les autres repères requis pour l'établissement de l'ouvrage.

1.10 TRAVAUX DE DÉCOUPAGE, D'AJUSTEMENT ET DE RAGRÉAGE

- .1 L'entrepreneur doit effectuer les travaux de découpage, d'ajustement et de ragréage nécessaires pour que les ouvrages soient bien assemblés.
- .2 Lorsque, pour raccorder un ouvrage neuf à un ouvrage existant, on doit modifier ce dernier, l'entrepreneur doit effectuer les travaux de découpage, de ragréage et de réparation nécessaires pour harmoniser l'ouvrage neuf à l'ouvrage existant.

1.11 INSTALLATIONS SANITAIRES

- .1 L'entrepreneur doit prévoir des installations sanitaires pour le personnel conformément aux ordonnances et aux règlements pertinents.

1.12 NETTOYAGE

- .1 À la fin des travaux, l'entrepreneur doit enlever la totalité des matériaux, des installations, des outils, du matériel et des débris de surplus, et laisser le lieu de travail propre et en bon état, à l'entière satisfaction du représentant du Génie. Il ne doit pas enlever le matériel et les matériaux récupérables sans l'autorisation préalable du représentant du Génie.

1.13 HEURES DE TRAVAIL

- .1 L'entrepreneur doit se conformer aux heures normales de travail en vigueur à la base pendant la durée du présent contrat. Sur approbation écrite du représentant du Génie et selon les ententes convenues sur place entre l'entrepreneur et le représentant du Génie, les heures de travail peuvent être prolongées pour profiter du temps clément ou pour d'autres raisons, comme pour assurer la sécurité d'un périmètre.

1.14 DEMANDE DE TRAVAUX

- .1 Les travaux demandés par le représentant du Génie, au moyen du formulaire CF-942, Commande subséquente à une offre à commandes, doivent être effectués de la façon suivante :
 - .1 L'entrepreneur doit être disponible pendant et après les heures normales de travail, y compris les fins de semaine et les jours fériés.
 - .2 L'entrepreneur doit donner au représentant du Génie, par écrit, le numéro de téléphone ou l'endroit où lui ou son représentant peut être joint en tout temps.
 - .3 Une fois la soumission acceptée, le représentant du Génie doit communiquer à l'entrepreneur, par écrit, les noms des personnes autorisées à faire une demande de service. Tous les travaux entrepris à la demande d'autres personnes le seront entièrement aux risques de l'entrepreneur en ce qui concerne le paiement.
 - .4 L'entrepreneur ne doit pas refuser les appels de service faits par le représentant du Génie et doit fournir le service dans les 48 heures suivant l'appel, s'il s'agit d'un appel de service

- normal, ou dans les 4 heures suivant l'appel, s'il s'agit d'un appel d'urgence.
- .5 L'entrepreneur doit informer le représentant du Génie, 24 heures avant son arrivée sur le lieu de travail, du temps approximatif dont il aura besoin pour effectuer les travaux prévus.
 - .6 Lorsqu'une demande de service est faite, le représentant du Génie doit en aviser l'entrepreneur et lui fournir des détails sur les travaux à effectuer. Le formulaire CF-942 précisera les travaux à effectuer et devra être signé par une personne autorisée.
 - .7 L'entrepreneur doit informer le représentant du Génie de son arrivée et de son départ au début et à la fin de chaque journée de travail.
 - .8 L'entrepreneur doit se rendre sur le lieu de travail et effectuer les travaux sans interruption jusqu'à ce qu'ils soient terminés. À la fin des travaux énoncés sur le formulaire CF-942, il doit soumettre un rapport au représentant du Génie, qui devra apposer ses initiales sur la fiche de travail de l'entreprise pour indiquer que les travaux ont été effectués de manière satisfaisante. La date et le nombre d'heures travaillées pour tous les travaux doivent figurer sur la fiche de travail de l'entreprise. L'entrepreneur doit conserver une copie du formulaire CF-942. À la fin des travaux, il doit soumettre au représentant du Génie les factures originales relatives aux travaux visés par le présent contrat ainsi qu'une copie de ces factures. Il doit joindre aux factures le formulaire CF-942, Commande subséquente à une offre à commandes, et des copies de la fiche de travail de l'entreprise comportant les initiales du représentant du Génie.
 - .9 L'entrepreneur doit soumettre les factures au représentant du Génie **dans les 14 jours suivant la fin des travaux.**

1.15 QUANTITÉS ET BASE DE PAIEMENT

- .1 L'entrepreneur sera rémunéré pour les travaux effectués aux termes de la présente convention d'offre à commandes en fonction du prix unitaire. Il doit accepter ce paiement comme paiement final pour tout ce qu'il a fourni ou fait dans le cadre des travaux.
- .2 L'entrepreneur doit soumettre les prix conformément au devis. Ces prix doivent inclure les coûts liés aux outils, à la main-d'œuvre, aux matériaux, au matériel, au transport (le temps de déplacement en direction et en provenance du centre des opérations de l'entrepreneur doit être compris dans les prix fournis) et à la supervision engagés par l'entrepreneur, de même que les dépenses et les profits connexes, pour des clôtures en fil métallique standards d'une hauteur de 8 pieds.
- .3 Le tarif horaire pour le personnel présent sur le lieu de travail pendant et après les heures normales de travail, y compris les fins de semaine et les jours fériés, et pour les services d'installation et de réparation doit comprendre toutes les dépenses suivantes :
 - .1 le prix pour un pied linéaire d'une clôture d'une hauteur de 8 pieds entre les poteaux d'extrémité avec 3 fils barbelés;
quantité estimative : 12 000 pieds linéaires;
 - .2 le prix pour un poteau d'extrémité, y compris les pièces d'assemblage, les entretoises et le béton; **quantité estimative :**

- 120;
- .3 le prix pour un poteau d'angle, y compris les pièces d'assemblage, les entretoises et le béton; quantité estimative : 300;
- .4 le prix pour un poteau de barrière, y compris les pièces d'assemblage, les entretoises et le béton; quantité estimative : 20;
- .5 le prix pour une barrière en porte-à-faux par pied linéaire d'ouverture, y compris tous les matériaux requis pour l'installation; quantité estimative : 240 pieds linéaires;
- .6 le prix pour une barrière battante par pied linéaire d'ouverture, y compris tous les matériaux requis pour l'installation; quantité estimative : 120 pieds linéaires;
- .7 le prix pour un pied linéaire d'une clôture d'une hauteur de 6 pieds entre les poteaux d'extrémité avec 3 fils barbelés; quantité estimative : 12 000 pieds linéaires;
- .8 le prix pour un poteau d'extrémité, y compris les pièces d'assemblage, les entretoises et le béton; quantité estimative : 120;
- .9 le prix pour un poteau d'angle, y compris les pièces d'assemblage, les entretoises et le béton; quantité estimative : 300;
- .10 le prix pour un poteau de barrière, y compris les pièces d'assemblage, les entretoises et le béton; quantité estimative : 20;
- .11 le prix pour une barrière en porte-à-faux par pied linéaire d'ouverture, y compris tous les matériaux requis pour l'installation; quantité estimative : 240 pieds linéaires;
- .12 le prix pour une barrière battante par pied linéaire d'ouverture, y compris tous les matériaux requis pour l'installation; quantité estimative : 120 pieds linéaires;
- .13 le taux horaire pour le contremaître; temps estimatif : 200 heures;
- .14 le taux horaire pour les installateurs et les ouvriers; temps estimatif : 400 heures;
- .15 le taux horaire pour le camion à tarière (bêche tarière à pression) et l'opérateur, conformément à l'article 1.6 de la section 32 31 13 : temps estimatif : 100 heures;
- .16 le taux horaire pour le compresseur à air, la perforatrice et le pilon à poteaux; temps estimatif : 100 heures;
- .17 le taux horaire pour le chargeur à direction différentielle à régulateur de traction actif, y compris les dispositifs de fixation pour l'installation de la clôture; temps estimatif : 100 heures.
- .18 Tout autre matériau ou matériel non mentionné ci-dessus sera au prix de l'entrepreneur, avec factures à l'appui et pourcentage de majoration inclus (**prix de gros estimatif des matériaux et du matériel = 150 000 \$**).
- .4 Les heures facturées ainsi que le prix prévu au contrat pour les matériaux utilisés (s'il y a lieu) peuvent faire l'objet d'une vérification gouvernementale, et ce, avant et après le paiement, conformément aux modalités du présent contrat.
- .5 Les quantités susmentionnées peuvent augmenter ou diminuer et sont

fournies à titre indicatif. Les quantités ne sont pas garanties, et l'entrepreneur ne pourra pas réclamer de perte de profits anticipés attribuable à ces estimations.

1.16 QUALITÉ D'EXÉCUTION

- .1 La qualité d'exécution doit respecter des normes élevées et uniformes et être conforme aux règles de l'art généralement reconnues.

1.17 LAISSEZ-PASSER DE L'ENTREPRENEUR

- .1 Lorsqu'ils effectuent des travaux dans un lieu appartenant au ministère de la Défense nationale, tous les employés de l'entrepreneur doivent avoir en leur possession le laissez-passer officiel qui leur aura été fourni. Ils doivent montrer ce laissez-passer sur demande à la police militaire, aux commissionnaires, aux agents de sécurité et aux personnes en position d'autorité.
- .2 L'entrepreneur doit remplir un formulaire de demande de laissez-passer de l'entrepreneur pour chaque employé. Il doit accompagner l'employé à la Section de l'identification de la police militaire (bâtiment F-19) qui délivre le laissez-passer.
- .3 Une photocopie de chaque laissez-passer doit être remise au représentant du Génie.
- .4 L'entrepreneur doit s'assurer que les laissez-passer sont récupérés auprès des employés qui cessent de travailler dans un lieu appartenant au ministère de la Défense nationale. Il doit ensuite retourner ces laissez-passer à la Section de l'identification de la police militaire.

1.18 ATTESTATIONS DE SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur doit tenir une liste à jour de tous ses employés qui effectuent des travaux aux termes du présent contrat, y compris les gestionnaires, les superviseurs et les ouvriers. Cette liste doit être mise à la disposition du représentant du Génie sur demande.
- .2 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie, sur demande, une preuve validant tous les renseignements qui figurent sur la liste. Le représentant du Génie se réserve le droit d'expulser du lieu de travail les employés qui ne satisfont pas aux exigences relatives à la sécurité établies par la police militaire.

FIN DE LA SECTION

1.01 RÉFÉRENCES

- .1 *Code canadien du travail*, partie II, *Règlement canadien sur la santé et la sécurité au travail*
- .2 *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick, 1991

1.02 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 L'entrepreneur doit effectuer les travaux conformément aux mesures de sécurité décrites dans le *Code canadien du travail*, partie II, la *Loi sur l'hygiène et la sécurité au travail* du Nouveau-Brunswick et les documents pertinents de Travail sécuritaire NB; en cas d'incompatibilité entre les dispositions prévues dans ces documents, la disposition la plus stricte s'appliquera.

1.03 RESPONSABILITÉ

- .1 L'entrepreneur est responsable de la santé et de la sécurité de toutes les personnes sur les lieux. Il doit aussi assumer toutes les responsabilités liées à la protection des biens, des personnes et de l'environnement, sur les lieux et aux alentours, dans la mesure où ils peuvent être touchés par l'exécution des travaux.
- .2 L'entrepreneur et tous ses employés doivent respecter toutes les exigences relatives à la sécurité énoncées dans les documents contractuels, l'ensemble des lois, des ordonnances et des règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux applicables, et le plan de santé et de sécurité propre au lieu de travail établi par l'entrepreneur.
- .3 L'entrepreneur doit veiller à ce que tous ses employés disposent de l'équipement de protection individuelle nécessaire à l'exécution des travaux. Les employés doivent porter un casque de construction, des protecteurs d'oreilles, une veste de sécurité très visible, des bottes de travail et des lunettes de sécurité en tout temps.

1.04 DANGERS IMPRÉVUS

- .1 S'il devient évident, durant l'exécution des travaux, qu'une situation, un facteur ou un danger imprévu ou particulier compromet la sécurité, l'entrepreneur doit avoir établi des mesures visant à permettre à ses employés d'exercer leur droit de refuser d'effectuer ces travaux, conformément aux lois et aux règlements du Nouveau-Brunswick. Si un employé exerce ce droit, l'entrepreneur doit en aviser le représentant du Génie verbalement et par écrit.

1.05 CORRECTIFS EN CAS DE NON-CONFORMITÉ

- .1 Lorsqu'une autorité compétente ou le représentant du Génie constate un problème de non-conformité en matière de santé et de sécurité, l'entrepreneur doit régler le problème sur-le-champ.
- .2 L'entrepreneur doit fournir au représentant du Génie un rapport écrit sur les mesures prises pour corriger les problèmes de non-conformité en

matière de santé et de sécurité.

- .3 Le représentant du Génie peut interrompre les travaux si un problème de non-conformité en matière de santé et de sécurité n'est pas corrigé.

1.06 INTERRUPTION DES TRAVAUX

- .1 L'entrepreneur doit privilégier la sécurité et la santé du personnel et de la population ainsi que la protection de l'environnement par rapport aux questions liées au coût et au calendrier des travaux.

1.07 MESURES DE SÉCURITÉ

- .1 L'entrepreneur doit observer et faire respecter les règles de sécurité prescrites par le *Code canadien du travail*, le Règlement 91-191 du Nouveau-Brunswick, les documents pertinents de Travail sécuritaire NB, des lois municipales et des directives de sécurité établies par les autorités et le service du Génie construction.
- .2 En cas d'incompatibilité entre les dispositions prévues dans ces documents, la disposition la plus stricte s'appliquera.
- .3 L'entrepreneur doit veiller à ce que ses employés se conforment aux règlements applicables et portent, en tout temps, des chaussures de sécurité de classe 1, des protecteurs d'oreilles et des dispositifs de protection des yeux approuvés par l'Association canadienne de normalisation, des chandails et des pantalons longs pendant les travaux d'installation et de réparation des clôtures en fil métallique.
- .4 Les employés qui travaillent avec du matériel en marche ou à proximité de celui-ci doivent porter des vêtements très visibles.
- .5 L'entrepreneur doit veiller à ce que ses employés disposent de l'équipement de protection individuelle dont ils ont besoin pour les protéger des dangers auxquels ils peuvent être exposés.

1.08 SYSTÈME D'INFORMATION SUR LES MATIÈRES DANGEREUSES UTILISÉES AU TRAVAIL

- .1 L'entrepreneur doit respecter les exigences relatives au Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) en ce qui concerne l'utilisation, la manipulation, l'entreposage et l'élimination de matières dangereuses ainsi que l'étiquetage et la présentation de fiches signalétiques acceptables pour Emploi et Développement social Canada et Santé Canada.

FIN DE LA SECTION

1.01 PLAN DE SÉCURITÉ-INCENDIE

- .1 L'entrepreneur et ses employés doivent prendre connaissance de la présente section, de la dernière édition du *Code national de prévention des incendies du Canada* et des consignes de sécurité-incendie qui sont affichées dans tous les bâtiments du ministère de la Défense nationale.

1.02 EXPOSÉ DU SERVICE D'INCENDIE

- .1 Le représentant du Génie doit prendre les dispositions nécessaires pour que le chef du service d'incendie puisse transmettre les consignes de sécurité-incendie à l'entrepreneur lors de la réunion précédant le début des travaux.

1.03 MARCHE À SUIVRE POUR SIGNALER UN INCENDIE

- .1 Connaître l'emplacement de l'avertisseur d'incendie et du téléphone les plus près, ainsi que le numéro de téléphone à composer en cas d'urgence.
- .2 Signaler immédiatement tout incendie au service d'incendie, de la façon suivante :
 - .1 déclencher l'avertisseur d'incendie interne le plus près;
 - .2 composer le 911;
 - .3 Quitter le bâtiment et se rendre à la zone sécuritaire désignée pour ce dernier.
- .3 Si les travaux sont effectués dans un secteur d'entraînement, communiquer également avec les responsables du contrôle des champs de tir au 422-2482.
- .4 Lorsqu'un incendie est signalé par téléphone, indiquer le lieu de l'incendie et le nom ou le numéro du bâtiment touché, et être prêt à vérifier le lieu.

1.04 SYSTÈMES D'ALARME ET DE PROTECTION INCENDIE INTÉRIEURS ET EXTÉRIEURS

- .1 Les systèmes d'alarme et de protection incendie ne doivent jamais être :
 - .1 obstrués;
 - .2 désactivés;
 - .3 laissés hors service à la fin d'une journée ou d'un quart de travail sans que le chef du service d'incendie ou son représentant en ait été informé ou ait donné son autorisation.
- .2 Ne pas utiliser les bornes d'incendie, les colonnes montantes et les tuyaux d'incendie à des fins autres que la lutte contre un incendie, à moins d'une autorisation du chef du service d'incendie.

1.05 EXTINCTEURS

- .1 Fournir le nombre d'extincteurs nécessaire indiqué par le chef du

service d'incendie pour protéger les travaux en cours et les installations de l'entrepreneur sur le lieu de travail en cas d'urgence.

1.06 ENTRAVE À LA CIRCULATION

- .1 Informer le chef du service d'incendie de tous les travaux pouvant faire obstacle aux véhicules d'intervention. Ces obstacles incluent le non-respect de la hauteur libre minimale indiquée par le chef du service d'incendie, la mise en place de barrières et l'exécution de travaux d'excavation.

1.07 PRÉCAUTIONS RELATIVES À L'USAGE DU TABAC

- .1 Même s'il est interdit de fumer dans les zones dangereuses, prendre des précautions lorsqu'on utilise des produits du tabac dans les zones où cela est permis. Il est interdit de fumer dans les bâtiments du ministère de la Défense nationale.

1.08 REBUTS ET DÉCHETS

- .1 Réduire autant que possible les rebuts et les déchets.
- .2 Il est interdit de brûler des rebuts, sauf avec l'approbation du chef du service d'incendie.
- .3 Enlèvement :
 - .1 Enlever tous les rebuts, les chiffons imbibés de graisse ou d'huile et les matériaux pouvant s'enflammer spontanément du lieu de travail à la fin d'une journée ou d'un quart de travail, ou selon les directives.
- .4 Entreposage :
 - .1 Faire preuve d'une grande prudence lorsqu'il est nécessaire d'entreposer des déchets huileux dans les aires de travail pour assurer un niveau maximal de sécurité et de propreté.

1.09 LIQUIDES INFLAMMABLES

- .1 La manipulation, l'entreposage et l'utilisation de liquides inflammables sont régis par le *Code national de prévention des incendies du Canada* en vigueur.
- .2 On peut garder sur les lieux, aux fins d'usage courant, jusqu'à 45 litres de liquides inflammables, comme l'essence, le kérosène ou le naphte, pourvu que ceux-ci soient conservés dans des bidons de sécurité approuvés portant le label des Laboratoires des assureurs du Canada ou de la Factory Mutual. L'entreposage de quantités de liquides inflammables supérieures à 45 litres pour l'exécution des travaux nécessite l'autorisation du chef du service d'incendie.
- .3 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables à l'intérieur des bâtiments.

- .4 Il est interdit de transvaser des liquides inflammables à proximité d'une flamme nue ou d'un type quelconque d'appareil produisant de la chaleur.
- .5 Il est interdit d'utiliser comme solvants ou agents nettoyants des liquides inflammables dont le point d'éclair est inférieur à 38°C, comme du naphte ou de l'essence.
- .6 Les déchets liquides inflammables à éliminer doivent être entreposés dans des contenants approuvés situés dans un endroit aéré et sécuritaire. On doit réduire au minimum la quantité de ces produits et informer le service d'incendie quand vient le moment de les éliminer.

1.10 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Effectuer tous les travaux nécessitant l'emploi de matières toxiques ou dangereuses, de produits chimiques ou d'explosifs, ou encore présentant des risques quelconques pour la vie, la sécurité ou la santé, conformément aux exigences du *Code national de prévention des incendies du Canada*.
- .2 Informer le chef du service d'incendie et obtenir un permis de « travail à chaud » lorsque des travaux dans des bâtiments ou des installations nécessitent des opérations de soudage ou de brûlage, ou encore l'utilisation de chalumeaux ou d'appareils générateurs de chaleur. Des précautions particulières doivent être prises pour protéger les personnes et les biens contre les dommages causés par le feu ou par une explosion.
- .3 Lorsque des travaux nécessitent l'utilisation d'une source de chaleur dans des zones dangereuses, assurer la présence d'agents de sécurité-incendie équipés d'un nombre suffisant d'extincteurs. Il revient au chef du service d'incendie de déterminer les zones dangereuses et le degré de protection nécessaire pour le piquet d'incendie. L'entrepreneur doit retenir les services d'agents de sécurité-incendie, en collaboration avec le chef du service d'incendie, à un niveau établi par ce dernier lors de la réunion précédant le début des travaux.
- .4 Assurer une ventilation adéquate et éliminer toutes les sources d'inflammation dans les zones où des liquides inflammables, comme des vernis ou des produits à base d'uréthane, sont utilisés. Le chef du service d'incendie doit être informé de l'emploi de tels produits avant le début et à la fin des travaux en question.

1.11 QUESTIONS ET PRÉCISIONS

- .1 Adresser toute question ou demande de précisions sur la sécurité-incendie et les exigences susmentionnées au chef du service d'incendie. Toutes les réponses doivent provenir de ce dernier.

1.12 INSPECTION DE PRÉVENTION DES INCENDIES

- .1 Accorder au chef du service d'incendie un libre accès au lieu de travail.

- .2 Collaborer avec le chef du service d'incendie au cours des inspections périodiques de prévention des incendies sur le lieu de travail.
- .3 Corriger immédiatement toute situation jugée dangereuse par le chef du service d'incendie.

FIN DE LA SECTION

1.1 Généralités.

.1 L'entrepreneur doit prendre toutes les mesures raisonnables pour veiller à ce que ses employés respectent l'ensemble des lois pertinentes et à ce qu'ils protègent l'environnement.

1.2 Élimination des déchets

.1 Il est interdit d'enfouir des rebuts ou des déchets sur le lieu de travail. Tous les déchets doivent être placés dans des conteneurs prévus à cet effet.

.2 Tous les déchets potentiellement dangereux doivent être éliminés de façon appropriée.

1.3 Protection contre les déversements

.1 L'entrepreneur doit prévoir le matériel suffisant pour procéder au nettoyage des substances dangereuses utilisées pendant les travaux (p. ex. carburants, huiles, lubrifiants).

.2 En cas de déversement, l'entrepreneur doit prendre immédiatement les mesures nécessaires pour procéder au nettoyage des substances dangereuses.

.3 En cas de déversement de plus d'un litre de substance dangereuse, l'entrepreneur doit immédiatement aviser les autorités désignées du service d'incendie de la Base de soutien de la 5^e Division du Canada Gagetown au 1-506-422-2106 et prendre les mesures correctives nécessaires.

FIN DE LA SECTION

1.01 GÉNÉRALITÉS

- .1 Sauf indication contraire, utiliser des matériaux et du matériel neufs.
- .2 Sauf indication contraire, utiliser les produits d'un seul fabricant dans le cas de matériaux et de matériel d'un même type ou d'une même classe.
- .3 Fournir des matériaux et du matériel dont la conception et la qualité ont été spécifiées pour assurer un rendement conforme aux exigences connues et pour lesquels il est facile de se procurer des pièces de rechange.

1.02 INSTRUCTIONS DU FABRICANT

- .1 Sauf indication contraire, se conformer aux plus récentes instructions écrites du fabricant concernant les matériaux et le matériel à utiliser et les méthodes d'installation.
- .2 Aviser par écrit le représentant du Génie de toute incompatibilité entre les exigences du présent devis et les instructions du fabricant. Le représentant du Génie indiquera le document à respecter.

1.03 FIXATIONS - GÉNÉRALITÉS

- .1 Fournir des accessoires et des pièces de fixation métalliques ayant les mêmes texture, couleur et fini que l'élément sur lequel ils sont fixés. Éviter toute action électrolytique entre des métaux ou des matériaux de nature différente. Utiliser des attaches, des ancrages et des cales à l'épreuve de la corrosion pour assujettir les ouvrages extérieurs.
- .2 Espacer les ancrages en tenant compte des charges limites ou de la résistance au cisaillement afin d'assurer un ancrage positif permanent.
- .3 Ne pas utiliser des pièces de fixation qui peuvent causer l'effritement ou la fissuration de l'élément dans lequel elles sont ancrées.

1.04 LIVRAISON ET ENTREPOSAGE

- .1 Livrer et entreposer les matériaux et le matériel emballés en conservant l'intégrité des sceaux et des étiquettes du fabricant.
- .2 Éviter que les matériaux et le matériel soient endommagés, altérés et souillés durant la livraison, la manutention et l'entreposage. Retirer immédiatement des lieux les matériaux et l'équipement rejetés.
- .3 Entreposer les matériaux et le matériel conformément aux instructions du fournisseur.
- .4 Les surfaces, les matériaux et le matériel endommagés seront remplacés aux frais de l'entrepreneur.

1.05 ACCEPTABILITÉ DES MATÉRIAUX ET DU MATÉRIEL

- .1 Soumettre par écrit les demandes d'acceptation des matériaux et du matériel qui ne sont pas actuellement définis comme « acceptables » dans les documents contractuels. Les demandes doivent contenir suffisamment de renseignements sur le produit pour permettre au représentant du Génie de réaliser une évaluation.

1.06 CAMION À TARIÈRE

- .1 Un camion à tarière est une machine à usages multiples particuliers installée sur camion, communément appelé camion avec bras de forage. Cette machine est principalement conçue pour contenir des instruments de creusage de trous, de pose de poteaux et d'installation de matériaux et de dispositifs. Les camions avec bras de forage doivent être conçus, construits et entretenus conformément à la norme ANSI/ASSE A10.31, Construction and Demolition Operations - Safety Requirements, Definitions and Specifications for Digger Derricks.
 - .1 Le camion à tarière (camion avec bras de forage) doit comprendre tous les outils et le matériel nécessaires à l'installation et au fonctionnement sécuritaire des clôtures en fil métallique.
 - .2 Une tarière hydraulique et suffisamment de mèches hélicoïdales doivent être fournies pour forer des trous.
 - .3 Le camion doit être muni de pattes stabilisatrices.

1.07 CHARGEUR À DIRECTION DIFFÉRENTIELLE

- .1 Le chargeur à direction différentielle doit être de type « régulateur de traction actif ». Le chargeur à direction différentielle doit comprendre les dispositifs de fixation requis pour l'installation des clôtures.

FIN DE LA SECTION

1.01 TRAVAUX COMPRIS

- .1 Installer ou réparer les clôtures et les barrières en fil métallique ainsi que les barrières battantes et à roulettes comme il est prescrit dans le formulaire CF-942 pour les commandes subséquentes.

1.02 NORMES DE RÉFÉRENCE

- .1 Sauf indication contraire, installer les clôtures en fil métallique conformément aux normes suivantes :
 - .1 CAN/CGSB-138.1-96, Grillage métallique pour clôture;
 - .2 CAN/CGSB-138.2-96, Monture en acier pour clôture grillagée;
 - .3 CAN/CGSB-138.3-96, Installation des clôtures grillagées;
 - .4 CAN/CGSB-138.4-96, Barrière pour clôture grillagée.
- .2 Sauf indication contraire, effectuer les travaux de galvanisation conformément aux normes suivantes :
 - .1 ASTM A90/A90M-01, Standard Test Method for Weight [Mass] of Coating on Iron and Steel Articles with Zinc or Zinc-Alloy Coatings;
 - .2 ASTM A121-99, Standard Specification for Zinc-Coated (Galvanized) Steel Barbed Wire;
 - .3 CAN/CSA-G164-M92 (R2003), Galvanisation à chaud des objets de forme irrégulière.
- .3 Sauf indication contraire, les constituants du béton et les méthodes de construction pour le béton doivent être conformes à la norme CAN/CSA-A23.1-04/A23.2-04.

1.03 MATÉRIAUX

- .1 Béton : Mélange conçu pour produire une résistance à la compression d'au moins 32 MPa après 28 jours et préparé avec de gros granulats de dimension maximale de 20 mm, selon un rapport eau/ciment pour une exposition de classe C2 et un affaissement de 40 mm au moment et au point de décharge. La quantité d'air entraîné doit être de 5 % à 8 %, et la teneur en ciment, d'au moins 324 kg/m³.
- .2 Sauf indication contraire du représentant du Génie, le grillage, les poteaux et les traverses des clôtures en fil métallique doivent être assortis aux matériaux existants.
- .3 Tous les matériaux des clôtures doivent être assortis aux matériaux existants ou être des équivalents approuvés.

1.04 FINIS

- .1 Galvanisation :
 - .1 pour le grillage des clôtures, conformément à la norme CAN/CGSB-138.1, catégorie 2;
 - .2 pour les tuyaux, au moins 600 g/m², conformément à la norme ASTM A90;

- .3 pour les fils barbelés, conformément à la norme ASTM A121, classe 2;
- .4 pour les autres pièces d'assemblage, conformément à la norme CAN/CSA-G164.

1.05 DÉMOLITION

- .1 Enlever et remplacer les clôtures, les poteaux, les traverses, les pièces d'assemblage, les supports de fil barbelé inclinés, les barrières et les semelles endommagés, au besoin et sur approbation du représentant du Génie.

1.06 NIVELLEMENT

- .1 Enlever les débris et niveler le terrain le long du tracé de la clôture à installer pour obtenir une pente douce et uniforme entre les poteaux. Prévoir un dégagement d'au moins 40 mm et d'au plus 75 mm entre le bas de la clôture et la surface du sol.

1.07 INSTALLATION OU RÉPARATION DE CLÔTURES

- .1 Ériger la clôture le long du tracé désigné par le représentant du génie, conformément à la norme CAN/CGSB-138.3.
- .2 Pour les poteaux intermédiaires, creuser des trous de 250 mm (10 po) de diamètre sur 1 200 mm (4 pi) de profondeur, et pour les poteaux d'extrémité ou de barrières standards, creuser des trous de 350 mm (14 po) de diamètre sur 1 371 mm (4,5 pi) de profondeur, selon les méthodes approuvées par le représentant du Génie.
- .3 Poser les poteaux intermédiaires à intervalles de 3 m, mesurés parallèlement à la surface du sol.
- .4 Placer les poteaux de renfort à intervalles égaux d'au plus 150 m si la distance entre les poteaux d'extrémité ou les poteaux d'angle est supérieure à 150 m, dans le cas de toutes les sections de clôture droites et continues posées sur un sol de niveau raisonnablement uniforme.
- .5 Poser des poteaux de renfort supplémentaires aux dénivellations appréciables et aux endroits désignés par le représentant du Génie.
- .6 Poser un poteau d'angle lorsque le changement d'alignement dépasse 10°.
- .7 Poser des poteaux d'extrémité à l'extrémité de la clôture et près des bâtiments. Poser des poteaux de barrière des deux côtés des barrières.
- .8 Couler du béton dans les trous forés à la tarière aux parois lisses ou avec des tubes Sonoco, au besoin, selon les conditions du sol. Noyer les poteaux intermédiaires dans le béton à une profondeur d'au moins 0,76 m (2,5 pi), et les poteaux d'extrémité ou de barrières standards, à une profondeur d'au moins 1,07 m (3,5 pi). Amener le béton à une hauteur de 25 mm au-dessus du niveau du sol et finir la surface en

pente pour détourner l'eau des poteaux. Étayer les poteaux afin de les maintenir d'aplomb, dans l'alignement et au niveau prescrits, jusqu'à la prise du béton.

- .9 Pour les sols humides et pauvres, enfoncer les poteaux dans le sol à une profondeur de 1 371 mm (4,5 pi) sans fondation de béton.
- .10 Installer des entretoises entre les poteaux d'extrémité et de barrière et le poteau intermédiaire le plus rapproché, et les placer au milieu du panneau, parallèlement à la surface du sol. Poser les entretoises de façon identique de chaque côté des poteaux d'angle et de renfort.
- .11 Installer des tiges supérieures et des capuchons.
- .12 Installer la traverse supérieure entre les poteaux, la fixer solidement aux poteaux et fixer en place les capuchons étanches à l'eau.
- .13 Installer le fil de tension inférieur, bien le tendre et le fixer solidement aux poteaux d'extrémité, d'angle, de barrière et de renfort au moyen de tendeurs et de bandes de barre de tension.
- .14 Étendre le grillage. Bien le tendre à la tension recommandée par le fabricant, et le fixer aux poteaux d'extrémité, d'angle, de barrière et de renfort au moyen d'une barre de tension fixée aux poteaux à l'aide de bandes espacées à intervalles de 300 mm. Placer la bordure repliée au bas de la clôture. Placer la bordure torsadée au haut de la clôture.
- .15 Fixer le grillage aux traverses supérieures, aux poteaux intermédiaires et au fil de tension inférieur avec du fil d'attache posé à intervalles de 450 mm. Tourner le fil d'attache au moins deux fois.
- .16 Installer les fils barbelés et les fixer solidement aux tenons de chaque ferrure.

1.08 INSTALLATION ET FABRICATION DES BARRIÈRES

- .1 Installer les barrières selon les directives du représentant du Génie.
- .2 Placer l'extrémité inférieure de la barrière battante à une distance de 75 à 125 mm (de 3 à 5 po) de la surface du sol.
- .3 Placer l'extrémité inférieure de la barrière à roulettes à une distance d'environ 200 mm (8 po) de la surface du sol.
- .4 Toutes les nouvelles barrières doivent être fabriquées hors du chantier avant leur arrivée sur les lieux. Aucune fabrication de barrières sur place ne sera acceptable. Seules des réparations mineures aux barrières existantes seront acceptées sur place.

1.09 RETOUCHES

- .1 Réparer les surfaces galvanisées endommagées. Nettoyer les surfaces endommagées au moyen d'une brosse métallique en enlevant les revêtements fissurés et non adhérents. Appliquer deux couches de

peinture organique riche en zinc sur les surfaces endommagées.
Prétraiter les surfaces endommagées selon les instructions du fabricant
pour la peinture riche en zinc.

FIN DE LA SECTION